

## Retour des compléments le 15 mars 2023

Examen au cas par cas relatif à la création d'une forêt urbaine ouverte au public avec des cheminements piétons sur la commune de Saint-Laurent-de-Mure (69) reçu à la DREAL le 03 mars 2023 qui a fait l'objet d'une demande de compléments.

1- Je vous remercie de transmettre l'annexe 1 intitulée "informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire" jointe à ce mail :

**Réponse :** *Veuillez trouver ci-joint l'annexe complétée.*

2- Vous voudrez bien préciser la section et le numéro des parcelles concernées par le projet :

**Réponse :** *Les parcelles concernées par le projet sont les suivantes : AC 183, AC 185, AC 187, AC 189, AB 163*

*Vous trouverez ci-joint un plan de ces parcelles ainsi que leurs surfaces.*

3- Vous mentionnez en page 2 du formulaire (4.1 Nature du projet) que le projet de forêt urbaine s'inscrit dans le cadre d'une compensation environnementale. Vous voudrez bien préciser de quel projet découle cette compensation environnementale et si celui-ci a fait l'objet d'une étude d'impact en indiquant sa date de réalisation. En effet, cette compensation relative au boisement d'une parcelle agricole sur une surface de 1,8 ha fait partie intégrante de ce projet.

Je vous rappelle que l'article L. 122-1 - III du code de l'environnement précise que : » (...) Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité « .

Ainsi, si les travaux liés à ces nouveaux aménagements modifient de façon substantielle le projet initialement prévu et ce qui était présenté dans l'éventuelle étude d'impact, il convient de saisir l'autorité environnementale pour avis sur la nécessité ou non d'actualiser cette étude d'impact au titre de l'article L.122-1-1 du code de l'environnement. Dans ce cas précis, la demande d'examen au cas par cas n'est pas la bonne procédure à suivre.

**Réponse :** *Au sujet de la compensation, je vous informe qu'il ne s'agit pas d'une compensation au sens de l'article L.122-1 du code de l'environnement. En effet, aucun projet ne fait l'objet d'étude d'impact dans le cadre de cette création de forêt, il s'agit d'une compensation volontaire de la commune.*

*La commune a accordé un permis de construire pour la création d'une nouvelle école primaire (Parcelle BE0069 - 18 030 m²). Cette nouvelle construction a eu pour conséquence l'abattage de 13 arbres classés en « espace boisé à mettre en valeur » dans notre PLU. Afin de « compenser » ces abattages le projet de forêt urbaine a émergé. Je me permets de vous rappeler qu'aucun lien de direct de compensation n'existe entre ces deux projets. Les arbres coupés dans le cadre de ce projet d'école seront compensés directement sur la parcelle.*

*Vous trouverez ci-après les arbres identifiés dans le secteur du projet à mettre en lien avec la notice paysage du permis de construire.*



*Localisation des arbres identifiés sur la zone d'étude*

*La forêt vient-elle en complément et est issue d'une démarche volontaire de la commune et d'un projet politique de nos élus.*

*Le projet de forêt porte sur :*

- *Une flore mellifère*
- *Des feuillus*
- *Et des arbres nourriciers*

*Pour votre entière information, nous avons sollicité les services de la DDT et de la SAFER qui nous ont confirmé qu'aucune démarche auprès d'eux n'était nécessaire.*